



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

20-01-2016

Hollande : Tout pour le capital, les travailleurs paient

Le capital frappe très fort. En témoigne la « lettre ouverte » à Hollande signée par les patrons de 150 monopoles, le MEDEF, les associations de défense des PME.

Sans surprise, Hollande en a fixé les travaux pratiques en présentant ses vœux au Conseil Économique et Social. Il a commencé son allocution par la référence à l'état d'urgence avec sa restriction drastique des libertés publiques et sa criminalisation du mouvement social avec les peines de prison infligées à 8 syndicalistes de Goodyear défendant leur emploi !

Cela dit, il a offert de nouveaux cadeaux financiers aux entreprises et supprimé des droits individuels et collectifs pour les travailleurs. Il a rappelé les « efforts » du gouvernement accomplis depuis 3 ans pour améliorer la compétitivité, augmenter les marges des entreprises, réduire les « déficits publics ».

Hollande dresse ainsi un bilan positif du Pacte avec « sa dynamique économique avec plus d'agilité », clin d'œil au patronat qui réclamait un contrat de travail « agile ».

Il se félicite de la baisse du « coût » du travail, inférieur à celui de l'Allemagne dit-il. Les résultats de cette politique sont connus avec 650 000 chômeurs de plus en 3 ans. Il prévient « la gestion des acquis est une cause perdue », « Il faut plus de liberté pour les entreprises et de mobilité pour les salariés ». Le plan annoncé de « lutte contre le chômage » se monte à 2 milliards, 1 milliard d'aides financières aux entreprises, 1 milliard pris sur les économies budgétaires d'État, qui seront prises dans les budgets sociaux.

L'ensemble des mesures annoncées constitue une attaque majeure contre le pouvoir d'achat, la protection sociale et les droits des travailleurs. « *Il s'agit de redéfinir le modèle économique et social* » précise Hollande. Le but est clair : satisfaire uniquement les exigences du capital pour faire payer la crise du capitalisme par ses victimes : les travailleurs.

Transfert de l'argent public dans les poches du capital

Le CICE a apporté 34 milliards aux entreprises, il est maintenu. En 2017 Hollande annonce la baisse définitive des cotisations patronales ce qui constitue une attaque majeure sur le financement et la pérennité de la Sécurité Sociale. Une prime de 2 000 euros sera accordée aux TPE-PME pour toute embauche d'un salarié payé entre 1 et 1,3 le SMIC. C'est de l'argent public offert au patronat et un encouragement aux patrons à payer des bas salaires.

Dans le but de camoufler le chômage réel, Hollande veut la formation par alternance de 500 000 chômeurs avec les aides de l'État. Les besoins seront évalués par les entreprises et les branches dans chaque région. Il y va de son couplet anti-chômeur. Beaucoup d'emplois seraient disponibles mais ne trouveraient pas de salariés ! « En France la durée d'indemnisation des chômeurs est trop longue ». Il veut changer cela ! La cour des comptes acquiesce, elle reprend les objectifs du MEDEF et appelle impérativement à baisser le montant des allocations chômage !

Attaques contre les droits des travailleurs

Concernant l'emploi, Hollande reprend les objectifs de la « lettre ouverte » patronale. « La rupture du contrat figurera dans le contrat de travail avec ses motifs connus à l'avance par le salarié ». C'est le contrat « agile » voulu par le MEDEF pour automatiser les licenciements en cas de difficultés de l'entreprise ! Hollande reprend les mesures Macron retoquées par le Conseil Constitutionnel sur le plafonnement des indemnités prud'homales de licenciement. Il précise qu'« il faut adapter le droit du travail aux réalités de l'entreprise ». Les règles en matière de temps de travail seront négociées dans chaque entreprise ou branche. « L'accord collectif prime sur le contrat de travail et la loi ». Celle des 35h. en particulier. Cette Mesure antisociale qui facilitera le licenciement de ceux qui se défendent sur les bases de leur contrat. « La renégociation est nécessaire pour l'assurance-chômage en raison de ses déficits », ajoute Hollande alors que près de la moitié des chômeurs ne sont pas indemnisés !

Stopper l'offensive du capital et du gouvernement

Toute l'architecture du projet Hollande repose sur le « partenariat social » afin que la collaboration de classe accompagne les diktats patronaux.

Ne nous laissons pas faire ! Unis nous sommes une force considérable, par nos luttes et grèves nous pouvons arracher au patronat les sommes spoliées et satisfaire nos revendications urgentes emplois, salaires, défense des droits, lutte contre la répression anti-syndicale !

Notre Parti révolutionnaire-Communistes- est un point d'appui pour les luttes et grèves. Il se bat pour la nationalisation sans indemnisation des grands groupes et leur gestion démocratique.